

PROTOCOLES PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE
COMMERCE DU BLÉ ET DE LA CONVENTION RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE
CONSTITUANT L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLÉ DE 1971

PREAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles portant nouvelle prorogation des Conventions constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971 et 1974,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts, la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, d'autre part, qui ont été toutes deux prorogées par protocole en 1974, prend fin le 30 juin 1975,

A établi les textes des Protocoles portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant nouvelle prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE PROROGATION
DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée "la Convention") de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé par protocole en 1974, vient à expiration le 30 juin 1975,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1976 étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1976, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2

Dispositions de la Convention rendues inopérantes

Les dispositions suivantes de la Convention sont considérées comme inopérantes : compter du 1^{er} juillet 1975:

- a) le paragraphe 4 de l'article 19;
- b) les articles 22 à 26 inclus;
- c) le paragraphe 1 de l'article 27;
- d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3

Définition

Toute mention, dans le présent Protocole, du "Gouvernement" ou des "Gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée "la Communauté"). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de "la signature" ou du "dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion" ou d'un "instrument d'adhésion" ou d'une "déclaration d'application provisoire" par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la

conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4

Dispositions financières

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à couvrir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5

Signature

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 25 mars 1975 au 14 avril 1975 inclus, à la signature des Gouvernements des pays parties à la Convention prorogée par protocole, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 25 mars 1975, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés à l'annexe A ou à l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6

Ratification, acceptation, approbation ou conclusion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacun des Gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles ou institutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard

le 18 juin 1975, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE 7

Adhésion

1) Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 18 juin 1975, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre énuméré à cette date aux annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 18 juin 1975, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3) Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés aux annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le Gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8

Application provisoire

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du

Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9

Entrée en vigueur

1) Le présent Protocole entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole avant le 18 juin 1975, dans les conditions suivantes:

- a) Le 19 juin 1975, pour toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 3 à 9 compris et 21, et
- b) Le 1er juillet 1975, pour les articles 3 à 9 compris et 21 de la Convention,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou ces déclarations d'application provisoire, aient été déposés au plus tard le 18 juin 1975 au nom des Gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 90 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui détiendraient ces pourcentages de voix respectifs s'ils étaient parties à la Convention à cette date.

2) Le présent Protocole entrera en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après le 19 juin 1975

conformément aux dispositions pertinentes du présent Protocole, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties dudit Protocole n'entrera en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

3) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire.

ARTICLE 10

Notification par le Gouvernement d'exportateur

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, conclusion, application provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11

Copie certifiée conforme du Protocole

Le plus tôt possible, après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrer conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera

parlement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12

Rapports entre le Préambule et le Protocole

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent ainsi qu'au Secrétaire ex officio du Conseil.

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 (ci-après dénommée "la Convention") de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé par protocole en 1974, vient à expiration le 30 juin 1975,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I

Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1976, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1976, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II

Dispositions de la Convention rendues impératives

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II, du paragraphe 1 de l'article III et des articles VI à XIV inclus de la Convention sont considérées comme impératives à compter du 1er juillet 1975.

ARTICLE III

Aide alimentaire internationale

1) Les parties au présent Protocole sont convenues de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produits dérivés, propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou

l'équivalent en espèces pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

2) La contribution annuelle minimale de chaque partie au présent Protocole est fixée comme suit:

	<u>tonnes métriques</u>
Argentine	23,000
Australie	225,000
Canada	495,000
Etats-Unis d'Amérique	1,890,000
Finlande	14,000
Japon	225,000
Suède	35,000
Suisse	32,000

3) Aux fins de l'application du présent Protocole, toute partie qui aura signé ledit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article V ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions appropriées de l'article VII sera réputée énumérée au paragraphe 2 de l'article III, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article V ou de l'article VII de ce Protocole.

ARTICLE IV

Comité de l'aide alimentaire

Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviendront parties audit Protocole. Le Comité désignera un président et un vice-président.

ARTICLE V

Signature

1) Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 25 mars 1975 au 14 avril 1975 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, sous réserve qu'ils signent ainsi bien le présent Protocole que le Protocole

portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.

2) Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, à la signature des parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole, et de celles considérées provisoirement comme étant parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 du présent article, pourvu que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole.

ARTICLE VI

Ratification, acceptation, approbation ou conclusion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte, approuve ou conclue également le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE VII

Adhésion

1) Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de toute

partie visée à l'article V dudit Protocole, sous réserve que chaque d'elle adhère également au Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas des parties visées au paragraphe 2 de l'article V, que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prorogations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2) Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

3) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE VIII

Application provisoire

Toute partie visée à l'article V du présent Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire

sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie audit Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire dudit Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et est considérée provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE IX

Entrée en vigueur

1) Le présent Protocole entre en vigueur, pour les parties qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion:

a) le 19 juin 1975 pour toutes les dispositions autres que l'article II de la Convention et l'article III du Protocole, et

b) le 1^{er} juillet 1975 pour l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

sous réserve que tous les autres Gouvernements nommés au paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 18 juin 1975 et que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le présent Protocole entre en vigueur, pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole, à la date dudit dépôt.

2) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, au 19 juin 1975, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation,

d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, à condition que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhésion audit Protocole.

ARTICLE XI

Copie certifiée conforme du Protocole

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme audit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XII

Rapports entre le Préambule et le Protocole

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet

par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

ПРОТОКОЛ

О ДАЛЬНЕЙШЕМ ПРОДЛЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ О
ТОРГОВЛЕ ПШЕНИЦЕЙ И КОНВЕНЦИИ ОБ ОКАЗАНИИ
ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОЩИ, СОСТАВЛЯЮЩИХ
МЕЖДУНАРОДНОЕ СОГЛАШЕНИЕ ПО ПШЕНИЦЕ 1971 ГОДА

ПРЕАМБУЛА

Конференция по составлению текстов Протоколов
о дальнейшем продлении срока действия Конвенций, состав-
ляющих Международное соглашение по пшенице 1971 года,
Принимая во внимание, что Международное соглашение по
пшенице 1945 года пересматривалось, возобновлялось
или продлевалось в 1953, 1956, 1959, 1962, 1965,
1966, 1967, 1968, 1971 и 1974 г.г.;

Принимая во внимание, что срок действия Международного
соглашения по пшенице 1971 года, состоящего из двух
самостоятельных юридических актов, Конвенции о тор-
говле пшеницей 1971 г. и Конвенции об оказании про-
дovolьственной помощи 1971 г., срок действия каждой
из них был продлен Протоколом в 1974 г., истекает
30 июня 1975 года,

Составляя тексты Протоколов о дальнейшем продлении сро-
ка действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. и
дальнейшем продлении срока действия Конвенции об ока-
зании продовольственной помощи 1971 года.

ПРОТОКОЛ

О ДАЛЬНЕЙШЕМ ПРОДЛЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ О
ТОРГОВЛЕ ПШЕНИЦЕЙ, 1971 ГОДА

Правительства - стороны настоящего Протокола,

Принимая во внимание, что срок действия Конвенции о тор-
говле пшеницей 1971 года (именуемой в дальнейшем
"Конвенцией") Международного соглашения по пшенице
1971 года, срок действия которой был продлен Протоко-
лом в 1974 г., истекает 30 июня 1975 года,

Согласились о следующем:

СТАТЬЯ 1

Продление, истечение и прекращение срока
действия Конвенции

Согласно положениям статьи 2 настоящего Прото-
кола, Конвенция останется в силе для сторон данного Про-
токола до 30 июня 1976 г., предусматривая, что, если но-
вое международное соглашение по пшенице вступит в силу
до 30 июня 1976 г., действие настоящего Протокола оста-
нется в силе только до момента вступления в силу нового
соглашения.

СТАТЬЯ 2

Неоперативные положения Конвенции

С 1 июля 1975 года следующие положения Конвен-
ции будут считаться как не имевшие силу:

- (a) параграф (4) статьи 19;
- (b) статьи с 22 по 26 включительно;
- (c) параграф (1) статьи 27;
- (d) статьи с 29 по 31 включительно.

СТАТЬЯ 3

Определение

Любую ссылку в настоящем Протоколе на "Прави-
тельство" или "Правительства" следует понимать, как вклю-
чающую ссылку на Европейское экономическое сообщество
(именуемое в дальнейшем "Сообщество"). Следовательно, лю-
бую ссылку в настоящем Протоколе на "подписание" или на
"депонирование ратификационных грамот, принятие, добре-

ние или заключение", или на "акт о присоединении", или на "декларацию о временном применении" Правительством сеаудет, применительно к Сообществу, понимать, как включашую подписание или декларацию о временном применении от имени Сообщества ее компетентными органами и депонирование акта, который, согласно уставной процедуре Сообщества, сдается на хранение при заключении международного соглашения.

СТАТЬЯ 4

Финансовые вопросы

Первоначальный взнос любого участника-экспортера или импортера, присоединившегося к настоящему Протоколу, согласно параграфу (1) (b) статьи 7, устанавливается Советом на основании числа голозов, которыми этот участник будет располагать, и срока, оставшегося до истечения текущего сельскохозяйственного года, причем взносы, установленные для других участников-экспортеров и импортеров на текущий сельскохозяйственный год, остаются без изменения.

СТАТЬЯ 5

Подписание

Настоящий Протокол открыт для подписания в Вашингтоне с 25 марта 1975 года до 14 апреля 1975 года, включительно, Правительствами стран, являющихся сторонами Конвенции, продолженной Протоколом, или временно члн-тавшимися на 25 марта 1975 г., или которые являлись членами Организации Объединенных Наций, ее специализированных учреждений или Международного агентства по атомной энергии и поименованы в приложении А или приложении В Конвенции.

СТАТЬЯ 6

Ратификация, принятие, одобрение или заключение

Настоящий Протокол подлежит ратификации, принятию, одобрению или заключению каждым подписавшим его Правительством.

вительством в соответствии с надлежащими конституционными и административными процедурами. Акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении должны быть сданы на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки не позднее 18 июня 1975 г., за исключением случаев, когда Совет может предоставить одну или более отсрочек любому подписавшему Правительству, которое не сдало к указанному сроку акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении.

СТАТЬЯ 7

Присоединение

- (1) Настоящий Протокол открыт для присоединения:
 - (a) до 18 июня 1975 г. Правительством любой страны-участницы, поименованной в этой дате в приложении А или В Конвенции, за исключением случаев, когда Совет может предоставить одну или более отсрочек любому Правительству, которое не успело к этому времени сдать на хранение акты о присоединении, и
 - (b) после 18 июня 1975 г. Правительством любой страны - члена Организации Объединенных Наций, ее специализированных организаций или Международного агентства по атомной энергии на условиях, которые Совет сочтет целесообразными, по крайней мере голозов участников-экспортеров и большинством не менее, чем в две трети голозов участников-импортеров.
- (2) Присоединение осуществляется путем сдачи на хранение акта о присоединении Правительству Соединенных Штатов Америки.
- (3) В тех случаях, когда для целей действия данной Конвенции и настоящего Протокола делается ссылка на участ-

ников, перечисленных в приложении А или В, любой участник, Правительство которого присоединилось к Конвенции на условиях, предложенных Советом, или к настоящему Протоколу в соответствии с параграфом (1) (b) настоящей статьи, считается внесенным в соответствующее приложение.

СТАТЬЯ 8

Временное применение

Любое подписавшее Правительство может сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении настоящего Протокола. Любое другое Правительство, имеющее право подписать настоящий Протокол, или чья просьба о присоединении одобрена Советом, может также сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении. Любое Правительство, сдавшее на хранение такую декларацию, временно применяет этот Протокол и временно считается его стороной.

СТАТЬЯ 9

Вступление в силу

(1) Настоящий Протокол вступает в силу для тех Правительств, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключения или присоединении или деклараций о временном применении в соответствии со статьями 6, 7 и 8 настоящего Протокола к 18 июня 1975 г. в следующем порядке:

(a) 19 июня 1975 г. в отношении всех под-

зейной Конвенции, за исключением статей 3-9, включительно, и статьи 21, и

(b) 1 июля 1975 г. в отношении статей 3-9, включительно, и статьи 21 Конвенции,

если данные акты о ратификации, принятии, одобрении, заключения или присоединении или деклараций о временном применении были сданы на хранение не позднее, чем 18 июня 1975 г. от имени Правительства, предоставляющих участ-

ников-экспортеров, которые распределят по крайней мере 60% голосов, указанных в приложении А, и предоставляющих участников-импортеров, расположенных по крайней мере 50% голосов, указанных в приложении В, или, если бы они располагали соответственно таким количеством голосов, являясь к тому времени сторонами Конвенции.

(2) Настоящий Протокол вступает в силу в отношении любого Правительства, которое сдало на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключения или присоединении после 19 июня 1975 г., согласно соответствующим положениям настоящего Протокола с даты такой сдачи, за исключением того, что ни одна из частей его не будет иметь силу для такого Правительства до того, как эта часть не вступит в силу для других Правительств в соответствии с параграфами (1) и (3) настоящей статьи.

(3) Если настоящий Протокол не вступает в силу в соответствии с параграфом (1) настоящей статьи, Правительства, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключения или присоединении или деклараций о временном применении могут путем общего соглашения решить, что Протоколступает в силу для тех Правительств, которые сдали акты о ратификации, принятии, одобрении, заключения или присоединении или деклараций о временном применении.

СТАТЬЯ 10

Нотификация Правительством страны-депозитария

Правительство Соединенных Штатов Америки, как Правительство страны-депозитария, будет информировать все Правительства, подписавшие Протокол или присоединившиеся к нему, о каждом случае подписания, ратификации, принятии, одобрения, заключения, временного применения и присоединения к настоящему Протоколу, также как и о

каждой нотификации и уведомления, полученных в соответствии со статьей 27 Конвенции, и о каждой декларации и нотификации, полученных в соответствии со статьей 28 Конвенции.

СТАТЬЯ 11

Заверенная копия Протокола

В самое ближайшее время после поступления в силу настоящего Протокола, Правительство-депонитарий предоставляет Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций заверенную копию настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках для регистрации в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций. Любые поправки к настоящему Протоколу вступают в таком же порядке.

СТАТЬЯ 12

Взаимосвязь Прамбулы и Протокола

Настоящий Протокол включает Прамбулу и Протокол о дальнейшем продлении срока действия Международного соглашения по пшенице 1971 года.

В ДОКАЗАТЕЛЬСТВО ЧЕГО, нижеподписавшиеся, будучи надлежащим образом на то уполномочены своими соответствующими Правительствами или органами власти, подписали настоящую Конвенцию в Дарт, указанные про-тип их подписей.

Тексты настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках являются равно аутентичными. Подлинники сдаются на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки, которое рассылает заверенные копии каждому подписавшему Правительство, каждому присоединившемуся Правительству и Исполнительному секретарю Совета.

ПРОТОКОЛ О ДАЛЬНЕЙШЕМ ПРОДЛЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ ОБ ОКАЗАНИИ ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОЩИ 1971 Г.

Стороны настоящего Протокола,

Принимая во внимание, что срок действия Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г. (в дальнейшем именуемой "Конвенцией") Международного соглашения по пшенице 1971 г., срок действия которой был продлен Протоколом в 1974 г., истекает 30 июня 1975 г.

Согласившись о следующем:

СТАТЬЯ 1

Продление, истечение и прекращение срока действия Конвенции

Согласно положениям статьи II настоящего Протокола, действие Конвенции останется в силе для сторон этого Протокола до 30 июня 1976 г., предусматривая, что, если новое соглашение об оказании продовольственной помощи вступить в силу до 30 июня 1976 г., Протокол останется в силе только до момента вступления в силу нового соглашения.

СТАТЬЯ II

Предварительные положения Конвенции

Положения параграфов (1), (2) и (3) статьи II, параграфа (1) статьи III и статей XI-XIV, включительно, данной Конвенции считаются с 1-го июля 1975 года как не имеющие силы.

СТАТЬЯ III

Международная продовольственная помощь

(1) Стороны настоящего Протокола согласны предоставлять в качестве продовольственной помощи развивающимся странам пшеницу, коровье зерно или продукты из него, пригодные для пищевых нужд, и приемлемого класса

и качества, либо их эквивалента наливными в минимальном годовом размере, указанным в параграфе (2) ниже.

(2) Минимальный годовой вывоз каждой стороны настоящего Протокола устанавливается в следующем размере:

	Метрические тонны
Австралия	225,000
Аргентина	23,000
Канада	495,000
Соединенные Штаты Америки	1,890,000
Финляндия	14,000
Швеция	35,000
Швейцария	32,000
Япония	225,000

(3) В целях осуществления настоящего Протокола, другая сторона, подписавшая настоящий Протокол в соответствии с пунктом (2) статьи У, или присоединившаяся к настоящему Протоколу, согласно соответствующим положениям статьи УТ, считается поименованной в пункте (2) статьи Ш настоящего Протокола с указанием минимального вывоза этой страны, определенного согласно соответствующим положениям статьи У или статьи УТ настоящего Протокола.

СТАТЬЯ 1У

Комитет по продовольственной помощи

Будет учрежден Комитет по продовольственной помощи, членство которого будет состоять из сторон, поименованных в параграфе (2) статьи Ш настоящего Протокола, и других, которые станут сторонами Протокола. Комитет незначит председатели и заместители.

СТАТЬЯ У

Подписание

(1) Настоящий Протокол открыт для подписания в Вашингтоне с 25 марта 1975 г. по 14 апреля 1975 г., включительно, правительствами Австралии, Аргентины, Канады, Соединенных Штатов Америки, Финляндии, Швеции, Швейцарии,

Японии, при условии подписания ими настоящего Протокола и Протокола о дальнейшем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 года.

(2) Настоящий Протокол также открыт для подписания на тех же условиях сторонами Конвенции об оказании продовольственной помощи 1967 г. или Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г., продленных Протоколом, и временно считавшимися сторонами Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г., продленной Протоколом, которые не перечислены в параграфе (1) настоящей статьи, если их вывоз будет по крайней мере равен вывозам, которые они обязались внести, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1967 г., или впоследствии, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г., продленной Протоколом.

СТАТЬЯ У1

Ратификация, принятие, одобрение или заключение

Настоящий Протокол подлежит ратификации, принятию, одобрению или заключению каждой из подписавших его сторон в соответствии с их конституционными или административными процедурами при условии, что она также ратифицирует, примет, одобрит или заключит Протокол о дальнейшем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. Акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении сдаются на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки не позднее 18 июня 1975 г., за исключением тех случаев, когда Комитет по продовольственной помощи может предоставить одну или более отсрочек любой подписавшей стороне, которая не сдала на хранение к этому времени акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении.

СТАТЬЯ УП

Присоединение

(1) Настоящий Протокол открыт для присоединения к нему любой стороны, упомянутой в статье У настоящего Протокола, при условии, что она также присоединится к Протоколу о дальнейшем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 года, а также при условии, что ввозные стран, упомянутых в параграфе (2) статьи У, будут по крайней мере равны ввозам, которые они согласились внести, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1967 г., или впоследствии, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г., продлений Протоколом. Согласно этому параграфу, акты о присоединении должны быть сданы на хранение не позднее 18 июня 1975 г., за исключением тех случаев, когда Комитет по продовольственной помощи может предоставить одну или более отсрочек любой стороне, которая к этому сроку не сдала на хранение акты о присоединении.

(2) Комитет по продовольственной помощи может одобрить присоединение к настоящему Протоколу в качестве донора Правительством любой страны-члена Организации Объединенных Наций, ее специализированных учреждений или Международного Агентства по атомной энергии на условиях, которые он сочтет приемлемыми, при условии, что такое Правительство также присоединяется в то же самое время к Протоколу о дальнейшем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 года, если оно уже не является его стороной.

(3) Присоединение осуществляется путем сдачи на хранение акта о присоединении Правительству Соединенных Штатов Америки.

СТАТЬЯ УШ

Временное применение

Любая сторона, упомянутая в статье У настоящего Протокола, может сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении настоящего Протокола при условии, если она также сдаст на хранение декларацию о временном применении Протокола о дальнейшем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. Любая другая сторона, чья декларация о присоединении одобрена, может также сдать на хранение Правительство Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении при условии, что сторона также сдаст на хранение декларацию о временном применении Протокола о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г., если она уже не является стороной данного Протокола или уже сдала на хранение декларацию о временном применении настоящего Протокола. Любая такая сторона, депонирующая такую декларацию, временно применяет настоящий Протокол и временно считается его стороной.

СТАТЬЯ Х

Вступление в силу

(1) Настоящий Протокол вступает в силу для тех сторон, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятия, одобрения, заключения или присоединении в следующем порядке:

- (a) 19 июня 1975 г. в отношении всех государств-членов, кроме упомянутых в статье П Конвенции и статьи III Протокола;
 - (b) 1 июля 1975 г. в отношении статьи П государств-членов Конвенции и статьи III Протокола
- при условии, что все Правительства, перечисленные в параграфе (1) статьи У настоящего Протокола, сдали на хранение такие акты или декларации о временном применении к

18 июня 1975 г., при условии нахождения в силе Протокола о дальнейшем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 года. Для любой другой стороны, которая сдаст на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении после вступления в силу настоящего Протокола, такой Протокол вступит в силу с момента сдачи на хранение указанных актов.

(2) Если настоящий Протокол не вступит в силу в соответствии с положениями параграфа (1) настоящей статьи, то стороны, которые к 18 июня 1975 г. сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении или декларации о временном применении, могут решить по взаимной договоренности, что Протокол вступает в силу для тех сторон, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении при условии, что Протокол о дальнейшем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 года находится в силе, или они могут принять другие меры, которых, по их мнению, требует обстановка.

СТАТЬЯ X

Нотификация Правительством страны - депозитария

Правительство Соединенных Штатов Америки, как Правительство страны-депозитария, уведомляет всех участников и присоединившихся сторон о каждом случае подписания, ратификации, принятии, одобрения, заключения, временного применения или присоединения к настоящему Протоколу.

СТАТЬЯ XI

Заверенная копия Протокола

В самое ближайшее время после окончательного вступления в силу настоящего Протокола, Правительство - депозитарий посылает Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций заверенную копию настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском язы-

ках для регистрации в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций. Любые поправки к настоящему Протоколу сообщаются в таком же порядке.

СТАТЬЯ XII

Взаимосвязь Прембулы и Протокола

Настоящий Протокол включает Прембулу к Протоколам о дальнейшем продлении срока действия Международного соглашения по пшенице 1971 г.

В ДОКАЗАТЕЛЬСТВО ЧЕГО нижеподписавшиеся, будучи на то надлежащим образом уполномочены своими Правительствами или органами власти, подписали настоящий Протокол в даты, указанные против их подписей.

Тексты настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках являются равноаутентичными. Подлинники сдаются на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки, которое рассылает заверенные копии каждой подписавшей и присоединившейся стороне.

PROTÓCOLOS PARA LA NUEVA PROMOCIÓN DEL

CONVENIO SOBRE EL COMERCIO DEL TRIGO

I DEL CONVENIO SOBRE LA AYUDA ALIMENTARIA

QUE CONSERVAREM EL CONVENIO INTERNACIONAL DEL TRIGO, 1971

PRIMERO

La Conferencia para fijar los textos de los Protocolos para la nueva prórroga de los Convenios que constituyen el Convenio Internacional del Trigo, 1971

Considerando que el Convenio Internacional del Trigo de 1949 fue revisado, renovado o prorrogado en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971 y 1974,

Considerando que el Convenio Internacional del Trigo, 1971, que comprende dos instrumentos jurídicos independientes, el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 y el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, ambos prorrogados por virtud de Protocolo en 1974, expira el 30 de junio de 1975,

Ha fijado los textos de los Protocolos para la nueva prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, y para la nueva prórroga del Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971.

PROTÓCOLO PARA LA NUEVA PROMOCIÓN DEL

CONVENIO SOBRE EL COMERCIO DEL TRIGO, 1971

Los Gobiernos partes en el presente Protocolo,

Considerando que el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 (en adelante llamado "el Convenio") del Convenio Internacional del Trigo, 1971, que fue prorrogado por virtud de Protocolo en 1974, expira el 30 de junio de 1975,

han convenido lo siguiente:

ARTÍCULO 1

Prórroga, expiración y rescisión del Convenio

A reserva de lo dispuesto en el Artículo 2 del presente Protocolo, el Convenio permanecerá en vigor entre las partes interantes del presente Protocolo hasta el 30 de junio de 1975, quedando entendido que si, antes del 30 de junio de 1975, entrase en vigor un nuevo convenio internacional sobre el trigo, el presente Protocolo solo permanecería vigente hasta la fecha de entrada en vigor del nuevo convenio.

ARTÍCULO 2

Disposiciones inoperantes del Convenio

A partir del 1 de julio de 1975, se considerarán derogadas las siguientes disposiciones del Convenio:

- a) el párrafo 4) del Artículo 19;
- b) los Artículos 22 al 26 inclusive;
- c) el párrafo 1) del Artículo 27;
- d) los Artículos 29 al 31 inclusive.

ARTÍCULO 3

Definición

Toda referencia en el presente Protocolo a un "gobierno" o "gobiernos" será de aplicación a la Comunidad Económica Europea (en adelante llamada "la Comunidad"). Por consiguiente, toda referencia en el presente Protocolo a "firma", "depósito de instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión", "instrumento de adhesión" o "declaración de aplicación provisional" por un gobierno, comprende, en el caso de la Comunidad, la firma o declaración de aplicación provisional en nombre de la Comunidad por su autoridad competente y el depósito del instrumento que, con arreglo a los procedimientos institucionales de la Comunidad, deba depositar para la conclusión de un convenio internacional.

ARTICULO 4

Disposiciones financieras

La contribución inicial de todo miembro exportador o importador, que efectúe su adhesión al presente Protocolo con arreglo al apartado b) del párrafo 1) del Artículo 7 del mismo, será determinada por el Consejo tomando como base los votos que se le hayan asignado y el período que quede por transcurrir del año agrícola en curso, pero no se modificarán las contribuciones de los demás miembros exportadores e importadores ya determinadas para dicho año agrícola.

ARTICULO 5

Firma

El presente Protocolo estará abierto en Washington, desde el 25 de marzo de 1975 hasta el 14 de abril de 1975 inclusive, a la firma de los Gobiernos de los países partes en el Convenio en su forma prorrogada por virtud de Protocolo, o que, al 25 de marzo de 1975, son provisionalmente considerados como partes en el Convenio en su forma prorrogada por virtud de Protocolo, o que son miembros de las Naciones Unidas, de sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, y estén indicados en los Anexos A y B del Convenio.

ARTICULO 6

Ratificación, aceptación, aprobación o adhesión

El presente Protocolo quedará sujeto a la ratificación, aceptación, aprobación o adhesión de cada Gobierno signatario, de acuerdo con sus respectivos procedimientos constitucionales o institucionales. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión se depositarán ante el Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar el 18 de junio de 1975, quedando entendido que el Consejo podrá conocer una o varias prórrogas a todo Gobierno signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión en la fecha indicada.

ARTICULO 7

Adhesión

- 1) El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión:
 - a) hasta el 18 de junio de 1975, del Gobierno de todo miembro que figure en el Anexo A o B del Convenio en dicha fecha, quedando entendido que el Consejo podrá conceder una o varias prórrogas del plazo a todo Gobierno que no haya depositado su instrumento en dicha fecha, y
 - b) después del 18 de junio de 1975, del Gobierno de todo miembro de las Naciones Unidas, o sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, con arreglo a las condiciones que el Consejo estime oportuno establecer por una mayoría no inferior a los dos tercios de los votos emitidos por los mismos exportadores y a los dos tercios de los votos emitidos por los miembros importadores.
- 2) La adhesión se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión ante el Gobierno de los Estados Unidos de América.
- 3) Cuando, para los fines de aplicación del Convenio y el presente Protocolo, se haga referencia a miembros que figuren en los Anexos A o B del Convenio, se entenderá que los miembros cuyos Gobiernos se hayan adherido al Convenio en las condiciones establecidas por el Consejo, o al presente Protocolo según dispone el apartado b) del párrafo 1) del presente Artículo, figuran en el Anexo correspondiente.

ARTICULO 8

Aplicación provisional

Todo Gobierno signatario podrá depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Protocolo. Cualquier otro Gobierno en situación de firmar el presente Protocolo o cuya solicitud de adhesión la haya aprobado el Consejo, podrá asimismo depositar ante el Gobierno de

los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional. Todo Gobierno que deposite tal declaración, aplicará provisionalmente el presente Protocolo y será considerado, provisionalmente, como parte en el mismo.

ARTICULO 9

Entrada en vigor

1) El presente Protocolo entrará en vigor entre aquellos Gobiernos que, al 18 de junio de 1975, hayan depositado sus instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión o declaraciones de aplicación provisional, de acuerdo con los Artículos 6, 7 y 8 del presente Protocolo, de la manera siguiente:

- a) el 19 de junio de 1975, con respecto a todas las disposiciones del Convenio, que no sean las comprendidas en los Artículos 3 al 9, ambos inclusivos, y el Artículo 21; y
 - b) el 1 de julio de 1975, con respecto a los Artículos 3 al 9, ambos inclusivos, y el Artículo 21 del Convenio;
- siempre que se hayan depositado tales instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, no más tarde del 18 de junio de 1975, en nombre de Gobiernos que representen a miembros exportadores que poseen por lo menos el 60% de los votos indicados en el Anexo A y miembros importadores que poseen por lo menos el 50% de los votos indicados en el Anexo B, o que hubiesen tenido, respectivamente, tales votos si hubiesen sido partes en el Convenio en dicha fecha.

2) El presente Protocolo entrará en vigor, para los Gobiernos que depositen el instrumento de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión después del 19 de junio de 1975, de conformidad con las disposiciones pertinentes del presente Protocolo, en la fecha en que se efectúe tal depósito, quedando entendido que ninguna parte del mismo entrará en vigor para dicho Gobierno hasta que esta parte entre en vigor para los demás Gobiernos de conformidad con lo dispuesto en los párrafos 1) 6 3) del presente Artículo.

3) Si el presente Protocolo no entrase en vigor de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 1) del presente Artículo, los Gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, podrán decidir de común acuerdo que el Protocolo entrará en vigor entre aquellos Gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión o declaraciones de aplicación provisional.

ARTICULO 10

Notificación del Gobierno depositario

El Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad de Gobierno depositario, deberá notificar a todos los Gobiernos signatarios y a todos los Gobiernos que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación, conclusión, aplicación provisional del presente Protocolo, y toda adhesión al mismo, así como toda notificación y comunicado que reciba en virtud del Artículo 27 del Convenio y toda declaración y notificación que reciba con arreglo al Artículo 28 del Convenio.

ARTICULO 11

Copia certificada del Convenio

Tan pronto como sea posible después de la entrada en vigor definitiva del presente Protocolo, el Gobierno depositario enviará copia certificada del presente Protocolo, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda enmienda al presente Protocolo se comunicará en la misma forma al Secretario General de las Naciones Unidas.

ARTICULO 12

Relación entre el Preámbulo y el Protocolo

El presente Protocolo comprende el Preámbulo a los Protocolo-

los instituidos para la nueva prórroga del Convenio Internacional del Trigo, 1971.

PROTOCOLO PARA LA NUEVA PRÓRROGA DEL
CONVENIO SOBRE LA AYUDA ALIMENTARIA, 1971

Las partes en el presente Protocolo,

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados al efecto por sus respectivos Gobiernos o autoridades, han firmado el presente Protocolo en las fechas que figuran junto a sus firmas.

Los textos del presente Protocolo en los idiomas español, francés, inglés y ruso serán igualmente auténticos. Los originales serán entregados en depósito al Gobierno de los Estados Unidos de América, el cual remitirá copia certificada de los mismos a cada parte signataria o que se adhiera, y al Secretario Ejecutivo del Consejo.

Considerando que el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971 (en adelante llamado "el Convenio") del Convenio Internacional del Trigo, 1971, que fue prorrogado por virtud de Protocolo en 1974, expira el 30 de junio de 1975,

Han convenido lo siguiente:

ARTICULO I

Prórroga, expiración y resolución del Convenio

A reserva de lo dispuesto en el Artículo II del presente Protocolo, el Convenio permanecerá en vigor entre las partes integrantes del presente Protocolo hasta el 30 de junio de 1976, quedando entendido que, si antes del 30 de junio de 1975 entrase en vigor un nuevo convenio sobre la ayuda alimentaria, el presente Protocolo solo permanecerá vigente hasta la fecha de entrada en vigor del nuevo convenio.

ARTICULO II

Disposiciones imperantes del Convenio

A partir del 1 de julio de 1975, se considerarán derogadas las disposiciones del Convenio correspondientes a los párrafos 1), 2) y 3) del Artículo II, del párrafo 1) del Artículo III y de los Artículos VI y XIV, inclusive.

ARTICULO III

Ayuda alimentaria internacional

1) Las partes en el presente Protocolo se comprometen a hacer aportaciones, como ayuda alimentaria a los países en desarrollo, de trigo, cereales secundarios o sus productos derivados, adecuados para el consumo humano y de un tipo y calidad aceptables, o su equivalente en efectivo, en las cantidades anuales mínimas especificadas en el

párrafo 2) a continuación.

2) La aportación anual mínima de cada una de las partes que integran el presente Protocolo se fija del modo siguiente:

<u>Monedas argentinas</u>	
Argentina	23,000
Australia	225,000
Canadá	495,000
Estados Unidos de América	1,090,000
Finlandia	14,000
Japón	225,000
Suecia	35,000
Suiza	32,000

3) A los efectos de la aplicación del presente Protocolo, toda parte en el mismo que lo firme en virtud del párrafo 2) del Artículo V, o que se adhiera a él en virtud de las disposiciones pertinentes del Artículo VII, se considerará enumerada en el párrafo 2) del Artículo III del presente Protocolo junto con la aportación mínima que se le asigne con arreglo a las disposiciones pertinentes del Artículo V o del Artículo VII del presente Protocolo.

ARTICULO IV

Comité de Ayuda Alimentaria

Se constituirá un Comité de Ayuda Alimentaria que estará integrado por cada una de las partes que figuran en el párrafo 2) del Artículo III del presente Protocolo y por cualesquiera otras que pasen a ser partes del presente Protocolo. El Comité nombrará su presidente y vicepresidente.

ARTICULO V

Firma

1) El presente Protocolo quedará abierto a la firma en Washington, desde el 25 de marzo de 1975 hasta el 14 de abril de 1975 inclusive, de los Gobiernos de Argentina, Australia, Canadá, Estados Unidos de América, Finlandia, Japón, Suecia y Suiza, siempre y cuando firmen tanto el presente Protocolo como el Protocolo en cuya virtud se prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971.

2)

El presente Protocolo quedará igualmente abierto, en las mismas condiciones, a la firma de las partes en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967, o en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, en su forma prorrogada por virtud de Protocolo, y aquellas que sean consideradas provisionalmente como partes en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, en su forma prorrogada por virtud de Protocolo, no enumeradas en el párrafo 1) del presente Artículo, siempre y cuando su aportación sea, por lo menos, igual a la que conviniere efectuar en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967 ó, subsecuentemente, en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, en su forma prorrogada por virtud de Protocolo.

ARTICULO VI

Ratificación, aceptación, aprobación o conclusión

El presente Protocolo estará sujeto a la ratificación, aceptación, aprobación o conclusión de cada uno de los signatarios, de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales o institucionales siempre y cuando ratifique, acepte, apruebe o concluya asimismo el Protocolo instituido para la nueva prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión se depositarán ante el Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar, el 16 de junio de 1975, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o más prórrogas a todo signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión en la fecha indicada.

ARTICULO VII

Adhesión

1) El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de cada una de las partes que se mencionan en el Artículo V del presente Protocolo, siempre y cuando se adhiera también al Protocolo instituido para la nueva prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, y siempre y cuando además, en el caso de las partes mencionadas en el

párrafo 2) del Artículo V, su aportación sea por lo menos igual a la que convinieron efectuar en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967 ó, subsecuentemente, en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, en su forma prorrogada por virtud de Protocolo. Los instrumentos de adhesión relacionados con este párrafo se depositarán, a más tardar, el 18 de junio de 1975, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o más prórrogas a cualquiera de las partes que no haya depositado su instrumento de adhesión en la fecha indicada.

2) El Comité de Ayuda Alimentaria podrá aprobar la adhesión al presente Protocolo, como donante, del Gobierno de todo miembro de las Naciones Unidas, así como de sus organismos especializadores o del Organismo Internacional de Energía Atómica, en las condiciones que el Comité de Ayuda Alimentaria considere pertinentes, siempre y cuando el Gobierno de que se trate, a su vez, se adhiera también al Protocolo instituido para la nueva prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, si no formara ya parte del mismo.

3) La adhesión se llevará a efecto depositando el instrumento de adhesión pertinente ante el Gobierno de los Estados Unidos de América.

ARTICULO VIII

Aplicación provisional

Toda parte que esté mencionada en el Artículo V del presente Protocolo podrá depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Protocolo, siempre y cuando deposite también una declaración de aplicación provisional del Protocolo instituido para la nueva prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Toda otra parte cuya solicitud de adhesión al presente Protocolo sea aprobada podrá asimismo depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional, siempre y cuando la parte de que se trate deposite también una declaración de aplicación provisional del Protocolo instituido para la nueva prórroga del Convenio sobre el

Comercio del Trigo, 1971, a menos que sea ya parte en dicho Protocolo o haya depositado ya una declaración de aplicación provisional del mismo. Toda parte que así deposite tal declaración, aplicará provisionalmente el presente Protocolo y será considerada, provisionalmente, como parte en el mismo.

ARTICULO IX

Entrada en vigor

1) El presente Protocolo entrará en vigor para aquellas partes que hayan depositado sus instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conculsión o adhesión.

a) el 19 de junio de 1975, con respecto a todas las disposiciones, salvo las comprendidas en el Artículo II del Convenio y Artículo III del

Protocolo, y

b) el 1 de julio de 1975, con respecto al Artículo II del Convenio y Artículo III del Protocolo,

siempre y cuando los Gobiernos mencionados en el párrafo 1) del Artículo V del presente Protocolo hayan depositado dichos instrumentos o una declaración de aplicación provisional, a más tardar, el 18 de junio de 1975, y que el Protocolo instituido para la nueva prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, esté en vigor. Para toda otra parte, que deposite al instrumento de ratificación, aceptación, aprobación, conculsión o adhesión, después de que el Protocolo haya entrado en vigor, el presente Protocolo entrará en vigor en la fecha en que se efectúe tal depósito.

2) Si el presente Protocolo no entrase en vigor de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 1) del presente Artículo, las partes que, para el 19 de junio de 1975, hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conculsión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, podrán decidir de común acuerdo que el mismo entrará en vigor entre aquellas partes que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conculsión o

adhesión, siempre que el Protocolo instituido para la nueva prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, esté en vigor, o podrán tomar toda otra decisión que, a su parecer, requiera la situación.

ARTICULO X

Notificación del Gobierno depositario

El Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad de Gobierno depositario, notificará a todas las partes signatarias y a todas las partes que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o aplicación provisional del presente Protocolo, y toda adhesión al mismo.

ARTICULO XI

Copia certificada del Protocolo

Tan pronto como sea posible, después de la entrada en vigor definitiva del presente Protocolo, el Gobierno depositario enviará copia certificada del mismo, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda enmienda al presente Protocolo se comunicará de la misma manera al Secretario General de las Naciones Unidas.

ARTICULO XII

Relación entre el Prefacio y el Protocolo

El presente Protocolo comprende el Prefacio de los Protocolos instituidos para la nueva prórroga del Convenio Internacional del Trigo, 1971.

EN FE DE LO CUAL, los infrascriptos, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos o autoridades, han firmado el presente Protocolo en las fechas que aparecen junto a sus firmas.

Los textos del presente Protocolo, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, serán todos igualmente auténticos. Los origi-

nales serán entregados en depósito al Gobierno de los Estados Unidos de América, el cual remitirá copia certificada de los mismos a cada uno de los Gobiernos signatarios o que se adhieran al Protocolo.

(参 考)

この議定書は、一九七一年に作成された一九七一年の国際小麦協定の有効期間を、同協定の延長議定書（一九七四年）に引き続き更に一年間延長するものであり、同協定を構成する小麦貿易規約及び食糧援助規約の両規約の有効期間をそれぞれ一年間延長する二の議定書から成っている。なお、我が国としては、食糧援助規約に基づく援助を米又は農業物資で行う方針であるので、同規約の延長議定書にその旨の留保を付した。